

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Herrn J. Maraite, Minister-Präsident und Minister für Finanzen, Volksgesundheit, Familie und Senioren, Sport, Tourismus, internationale Beziehungen und für Denkmäler und Landschaften, haben folgendes vereinbart:

Artikel 1. Zwecks Ausführung des Artikels 45ter des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 betreffend die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen sowie des Artikels 58^{quater} des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über Institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, für das Rechnungsjahr 1994, müssen die effektiven Überweisungen des Berufssteuervorabzugs auf die Endjahreszulagen Unterricht, geschuldet für ein Rechnungsjahr, spätestens am vorletzten Werktag desselben Rechnungsjahres getätigt werden.

Art. 2. Der Föderalminister der Finanzen berichtet jährlich über die Ausführung, anlässlich der ersten Sitzung des Konzertierungsausschusses Föderale Regierung — Gemeinschafts- und Regionalregierungen.

Art. 3. Dieses Zusammenarbeitsabkommen tritt in Kraft am 13. Dezember 1994.

Ausgefertigt in Brüssel, am 13. Dezember 1994, in 4 Originalen, in niederländischer, französischer und deutscher Sprache.

Für den Föderalstaat:

Ph. MAYSTADT,
Minister der Finanzen

Für die Flämische Gemeinschaft:

L. VAN DEN BRANDE,
Minister-Präsident der Flämischen Regierung

Fr. W. DEMEESTER-DE MEYER,
Flämische Ministerin für Finanzen und Haushalt,
Gesundheitseinrichtungen, Volksgesundheit und Familie

Für die Französische Gemeinschaft:

E. TOMAS,
Minister für Haushalt, Kultur und Sport

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

J. MARAITE,
Minister-Präsident der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Minister für Finanzen, Volksgesundheit,
Familie und Senioren, Sport, Tourismus, internationale Beziehungen und für Denkmäler und Landschaften

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 95 — 81

Arrêté royal relatif au contrôle administratif et budgétaire

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le contrôle administratif et budgétaire forme un ensemble de règles et de procédures que le Gouvernement s'impose à lui-même et impose à chacun de ses membres dans l'exécution du budget. Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté définit ces règles et fixe ces procédures générales applicables.

Déjà en 1938, le Gouvernement avait ressenti la nécessité d'un contrôle interne préalable à l'engagement des dépenses et portant aussi bien sur leur légalité que sur leur opportunité et leur efficacité. L'arrêté royal du 7 juin 1938 réglait ce contrôle.

L'arrêté royal du 5 octobre 1961 a rajeuni le texte de l'avant-guerre.

Entre-temps, la loi-programme du 2 juillet 1981, en son article 81, a donné au contrôle administratif et budgétaire une définition légale. Plus récemment, la loi spéciale du 16 janvier 1989 a fait une nouvelle fois référence au contrôle administratif et budgétaire à organiser par les Communautés et les Régions.

Dans cet ensemble juridique, le Gouvernement peut étendre ou restreindre le contrôle mais il ne pourrait le supprimer sans modifier au préalable les lois précitées. Vis-à-vis des Communautés et des Régions, à défaut d'un arrêté particulier des Gouvernements communautaires et régionaux, les règles nationales s'appliquent *mutatis mutandis*. Seul jusqu'à présent, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a pris son propre arrêté de contrôle.

Il a été reproché à l'arrêté royal du 5 octobre 1961 de compliquer et d'allonger les procédures d'engagement des dépenses. Il est vrai que le cheminement des dossiers qui doivent aboutir au paiement d'une dépense est long et semé d'embûches. Mais les principales lenteurs se situent ailleurs que dans le contrôle interne, notamment au niveau des administrations. Il n'empêche que la multitude des

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 95 — 81

Koninklijk besluit betreffende de administratieve en begrotingscontrole

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De administratieve en begrotingscontrole is een geheel van regels en procedures dat de Regering aan zichzelf en aan ieder van haar leden oplegt voor de uitvoering van de begroting. Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Zijne Majesteit voor te leggen bepaalt deze regels en legt deze toe te passen algemene procedures vast.

Reeds in 1938 had de Regering de noodzaak ingezien om de vastlegging van de uitgaven te laten voorafgaan door een interne controle om zowel de wettigheid als de opportuniteit en de doeltreffendheid ervan na te gaan. Deze controle werd geregeld bij het koninklijk besluit van 7 juni 1938.

Het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 heeft de vóóroorlogse tekst wat opgefrist.

Inmiddels heeft de programmawet van 2 juli 1981, in haar artikel 81, een wettelijke omschrijving gegeven aan de administratieve en begrotingscontrole. Meer recent nog verwees de bijzondere wet van 16 januari 1989 opnieuw naar de administratieve en begrotingscontrole die door de Gemeenschappen en de Gewesten moet worden georganiseerd.

In dit juridisch geheel mag de Regering de controle uitbreiden of beperken, maar zij zou die nooit kunnen afschaffen zonder eerst de voornoemde wetten te wijzigen. Met betrekking tot de Gemeenschappen en de Gewesten worden, bij het uitblijven van een bijzonder besluit van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen, de nationale regels *mutatis mutandis* toegepast. Totnogtoe heeft enkel de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest haar eigen controlebesluit genomen.

Het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 werd verweten de procedures inzake de vastlegging van de uitgaven te bemoeilijken en te verlengen. De dossiers die moeten leiden tot de betaling van een uitgave moeten weliswaar een lange weg, vol hindernissen, afleggen. Maar de voornaamste vertraging wordt elders opgelopen dan in de interne controle, nl. op het niveau van de administraties.

affaires soumises actuellement à l'Inspection des Finances, principal organe du contrôle administratif et budgétaire, empêche les membres de ce corps de consacrer tout le temps nécessaire à l'examen des dossiers importants. Le souhait a été exprimé de renforcer le contrôle de l'Inspection des Finances sans augmenter ses effectifs limités, dans la pratique journalière, à quelque cinquante Inspecteurs dont la moitié est mise à disposition des Régions et des Communautés.

Le projet d'arrêté décrit d'abord les attributions respectives du Conseil des Ministres et des Ministres qui ont le budget ou l'Administration générale dans leurs attributions. En principe, il appartient au Gouvernement de créer en son sein des Comités divers et de définir leurs attributions, sauf en matière de contrôle administratif et budgétaire où cette faculté est réservée à Votre Majesté.

Le Conseil des Ministres est l'organe supérieur compétent pour l'élaboration et l'exécution du budget. Les articles 1er à 4 du projet rappellent cette compétence.

Les articles 5 et 6 déterminent les attributions du Ministre qui a le Budget dans ses attributions. Selon la jurisprudence en vigueur, l'accord du Ministre du Budget n'est pas considéré comme acquis s'il est donné au cours de la réunion du Conseil des Ministres ou du Comité compétent qui a autorisé la recette ou la dépense. Il doit être donné avant que le dossier ne soit soumis au Conseil des Ministres ou au Comité compétent. La décision qui n'aurait pas respecté cette procédure est annulable par le Conseil d'Etat. Un problème particulier est posé lorsque le Ministre du Budget est aussi Ministre ordonnateur. Selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, dans ce cas, le Ministre doit intervenir une première fois comme ordonnateur et une seconde fois comme Ministre du Budget. Le préambule de la décision mentionnera l'accord formel ainsi obtenu.

L'article 7 définit le rôle du Ministre qui a l'Administration générale dans ses attributions. Le même problème d'accord se pose lorsque ce Ministre est aussi Chef de département ministériel et à ce titre, gestionnaire de personnel.

L'article 8 règle le problème du désaccord de l'un ou de l'autre, ou des deux Ministres visés aux articles 5 et 7 : le Ministre intéressé peut introduire un recours auprès du Conseil des Ministres.

L'article 9 tend à simplifier les procédures par le biais d'une large délégation de pouvoir consentie aux Inspecteurs des Finances. L'intention a été exprimée de faire un très large usage de cette autorisation, notamment lorsque la mesure proposée est formellement conforme aux autorisations budgétaires ou lorsqu'elle a été examinée explicitement lors de l'élaboration du ou des crédits budgétaires concernés.

Les articles 10 à 21 définissent les attributions fonctionnelles de l'Inspection des Finances. Les membres de ce Corps ont tous été recrutés par le biais d'un concours général et ils bénéficient d'un statut organique et pécuniaire qui leur donne de réelles garanties d'indépendance vis-à-vis des membres du Gouvernement. La loi spéciale du 16 janvier 1989 a maintenu l'unicité du corps dont l'organisation statutaire doit être redéfinie par un arrêté royal pris avec l'accord des Gouvernements régionaux et communautaires. L'arrêté existe actuellement sous la forme d'un projet déjà approuvé par le Gouvernement, les Gouvernements régionaux et communautaires, et examiné sans objections notables par le Conseil d'Etat. Actuellement, la moitié des membres du Corps sont mis à disposition des Régions et des Communautés et, sur le plan fonctionnel, dépendent exclusivement de ceux-ci. Le régime expérimental ainsi mis en place, donne satisfaction.

Les Inspecteurs des Finances exercent un triple rôle.

En premier lieu, ils sont les conseillers budgétaires et financiers des Ministres auprès desquels ils sont accrédités. Les articles 10, 11 et 12 définissent les objectifs et les modalités d'exécution de cette mission. Ils agissent en cette qualité au nom et pour compte de ces Ministres.

Ils sont ensuite des contrôleurs agissant au nom et pour compte des Ministres qui ont le Budget ou l'Administration générale dans leurs attributions.

Ils sont enfin, par attribution directe de pouvoirs, chargés du contrôle de toutes les opérations projetées par les ordonnateurs, à l'exception de celles qui sont de minime importance ou dont la nature est telle que leur engagement ne donne à l'ordonnateur

Desalnettemin kunnen de leden van de Inspectie van Financiën, het voornaamste orgaan van de administratieve en begrotingscontrole, omwille van het groot aantal zaken dat thans aan dit korps wordt voorgelegd, niet de nodige tijd besteden aan het onderzoek van de belangrijke dossiers. De wens werd geuit de controle door de Inspectie van Financiën te verstevigen zonder het effectief van het korps uit te breiden. Dit korps bestaat in de praktijk slechts uit een vijftigtal Inspecteurs waarvan de helft ter beschikking staat van de Gewesten en Gemeenschappen.

Het ontwerpbesluit beschrijft eerst de respectieve bevoegdheden van de Ministerraad en van de Ministers tot wier bevoegdheid de begroting of het algemeen bestuur behoort. In principe komt het de Regering toe om in haar midden diverse Comités op te richten en hun bevoegdheden te bepalen, behalve inzake administratieve en begrotingscontrole waarvoor die bevoegdheid aan Zijne Majesteit is voorbehouden.

De Ministerraad is het hoogst bevoegde orgaan voor de opmaak en de uitvoering van de begroting. Artikelen 1 t/m 4 van het ontwerp herinneren aan die bevoegdheid.

Artikelen 5 en 6 bepalen de bevoegdheden van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort. Volgens de gangbare rechtspraak wordt het akkoord van de Minister van Begroting niet als verkregen beschouwd indien het wordt verleend tijdens de vergadering van de Ministerraad of van het bevoegd Comité dat de ontvangst of de uitgave goedkeurt. Het akkoord moet worden gegeven vooraleer het dossier aan de Ministerraad of het bevoegd Comité wordt voorgelegd. De beslissing waarvoor deze procedure niet werd gevolgd, kan door de Raad van State worden vernietigd. Een bijzonder probleem rijst wanneer de Minister van Begroting eveneens de ordonnancerende Minister is. Volgens de rechtspraak van de Raad van State moet de Minister in dergelijk geval een eerste maal optreden als ordonnateur en een tweede maal als Minister van Begroting. In het voorwoord van de beslissing zal worden vermeld dat het formele akkoord op die manier werd verkregen.

Artikel 7 bepaalt de rol van de Minister tot wiens bevoegdheid het Algemeen Bestuur behoort. Hetzelfde probleem inzake akkoordverlening stelt zich wanneer deze Minister eveneens Hoofd van een ministerieel Departement is en, in die hoedanigheid, het personeel beheert.

Artikel 8 regelt het geval waarbij het akkoord van één van beide of beide Ministers bedoeld in de artikelen 5 en 7 niet wordt verkregen : de betrokken Minister kan in beroep gaan bij de Ministerraad.

Artikel 9 strekt tot een vereenvoudiging van de procedures via een ruime bevoegdheidsdelegatie aan de Inspecteurs van Financiën. Het ligt in de bedoeling in ruime mate gebruik te maken van deze mogelijkheid, onder andere wanneer de voorgestelde maatregel formeel in overeenstemming is met de budgettaire machtigingen of wanneer zij uitdrukkelijk werd onderzocht n.a.v. de opmaak van het (de) betrokken begrotingskrediet(en).

Artikelen 10 t/m 21 bepalen de functionele bevoegdheden van de Inspectie van Financiën. De leden van dit korps werden allen aangevoerd via een algemeen examen en zij genieten een organiek en geldelijk statuut dat hen reële onafhankelijkheids garanties biedt tegenover de Regeringsleden. De bijzondere wet van 16 januari 1989 behield de eenheid van het Korps. De statutaire organisatie ervan moet opnieuw worden geregeld bij een in akkoord met de Gewesten en Gemeenschapsregeringen genomen koninklijk besluit. Het besluit bestaat op dit ogenblik onder de vorm van een ontwerp dat reeds is goedgekeurd door de Regering en door de Gewesten en Gemeenschapsregeringen, en zonder noemenswaardige opmerkingen is onderzocht door de Raad van State. Op dit ogenblik wordt de helft van de leden van het Korps ter beschikking gesteld van de Gewesten en Gemeenschappen waar zij, op functioneel vlak, uitsluitend van afhangen. Het experimenteel regime dat aldus werd ingesteld geeft voldoening.

De Inspecteurs van Financiën vervullen een driedubbele rol.

Ten eerste zijn ze de financiële en budgettaire raadgevers van de Ministers bij wie zij geaccrediteerd zijn. Artikelen 10, 11 en 12 bepalen de doelstellingen en de uitvoeringsmodaliteiten van deze opdracht. In deze hoedanigheid handelen zij in naam en voor rekening van deze Ministers.

Daarnaast zijn zij eveneens controleurs die in naam en voor rekening van de Minister van Begroting of van de Minister van het Algemeen bestuur handelen.

Tenslotte zijn zij, via rechtstreekse bevoegdheidstoekenning, belast met de controle van alle verrichtingen die door de ordonnateurs worden overwogen, met uitzondering van de verrichtingen van minime belang of wanneer de vastlegging ervan geen enkele beoor-

aucune marge d'appréciation. Les articles 14 et 15, § 1^{er} expliciteront l'étendue de la mission et les dérogations générales consenties. Après concertation supplémentaire informelle avec la Cour des Comptes, on a opté de prévoir à l'article 15, § 1, 4^o, a) que les règles organiques visées doivent également permettre de désigner le bénéficiaire sans équivoque. L'article 15, § 1, 4^o, b) et 5^o a été rendu plus strict de façon analogue. Les montants mentionnés sont en augmentation par rapport à la pratique actuelle, ce qui est de nature à diminuer le nombre des dossiers soumis à l'Inspection et permettre ainsi un meilleur contrôle des affaires importantes. Il est précisé que les montants cités s'entendent T.V.A. et autres taxes comprises. Cette diminution des affaires à traiter est d'autant plus nécessaire que des dispositions réglementaires diverses, relevant de législations particulières imposent des tâches supplémentaires à l'Inspection des Finances, comme par exemple l'autorisation de recrutement de personnel contractuel.

Quant à l'article 15, § 2, le Conseil d'Etat met en doute s'il est conforme à l'article 46 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, que les deux Ministères (Budget, Administration générale) puissent soustraire certaines mesures à la fois au contrôle ministériel et à celui de l'Inspection des Finances. Le texte fut adapté dans ce sens que l'extension des dérogations à d'autres dépenses n'est plus reprise. La possibilité d'adapter les montants fut maintenue, puisque l'arrêté ne vise pas à soustraire certaines mesures à toute forme de contrôle, mais à moduler ce contrôle, notamment afin de soumettre, certaines années, des catégories spécifiques de dépenses à un contrôle plus profond (alors les montants seraient diminués), ou d'assouplir, dans certains cas (comme après un audit approfondi) le contrôle temporairement, ou aussi à tenir compte de la dévaluation après un certain temps (alors les montants seraient majorés).

Le contrôle de l'Inspecteur des Finances porte sur tous les aspects de l'opération projetée. Outre la légalité, la disponibilité des crédits, la conformité avec des décisions générales antérieures prises par le Gouvernement, l'Inspecteur examine tout spécialement l'opportunité de l'opération, l'efficacité des moyens retenus, l'existence de solutions alternatives et l'exactitude des coûts, directs ou indirects, immédiats ou à plus long terme, liés à la proposition.

Le contrôle s'exerce sous la forme d'un avis écrit et motivé, lequel doit se conclure par une appréciation favorable ou défavorable. L'avis défavorable entraîne l'abandon de la proposition, à moins que l'ordonnateur n'exerce le recours qui lui est ouvert auprès des Ministres visés aux articles 5 et 7. La pratique montre que de tels recours sont rarement exercés.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,

H. VAN ROMPUY

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

J. VANDE LANOTTE

delingsmarge laat aan de ordonnateur. Artikelen 14 en 15, § 1, verduidelijken de omvang van de opdracht en de toegestane algemene afwijkingen. Na bijkomend informeel overleg met het Rekenhof wordt ervoor geopteerd om in artikel 15, § 1, 4^o, a) te voorzien, dat bedoelde organieke regelen tevens moeten toelaten de begunstigde op een ondubbelzinnige wijze aan te duiden. Artikel 15, § 1, 4^o, b) en 5^o werd op een analoge wijze verstrengd. De vermelde bedragen worden verhoogd t.o.v. de huidige praktijk, hetgeen het aantal aan de Inspectie voorgelegde dossiers zal doen verminderen en zodoende een betere controle van de belangrijke zaken mogelijk maakt. Er wordt duidelijk bepaald dat het om bedragen inclusief BTW en andere taksen gaat. Deze vermindering van de te behandelen dossiers is des te noodzakelijker omdat verscheidene reglementaire bepalingen uit bijzondere wetgevingen bijkomende taken opleggen aan de Inspectie van Financiën, zoals bijvoorbeeld het verlenen van de toelating tot aanwerving van contractueel personeel.

Wat betreft artikel 15, § 2 betwijfelt de Raad van State of het in overeenstemming is met artikel 46 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, dat beide Ministeries (Begroting, Algemeen Bestuur) bepaalde maatregelen zouden kunnen onttrekken aan zowel de ministeriële controle als die van de Inspectie van Financiën. De tekst werd in die zin aangepast dat een uitbreiding van de afwijking tot andere uitgaven niet meer opgenomen is. De mogelijkheid tot aanpassing van de bedragen werd behouden omdat het niet de bedoeling is bepaalde maatregelen aan iedere vorm van controle te onttrekken maar wel om die controle te moduleren, met name om sommige jaren bepaalde categorieën van uitgaven aan een diepgaande controle te onderwerpen (alsdan zouden de bedragen verlaagd worden) of om in bepaalde gevallen (zoals na een grondige audit) de controle tijdelijk te versoepelen of ook om na verloop van tijd rekening te houden met de muntontwaarding (alsdan zouden de bedragen verhoogd worden).

De controle van de Inspecteur van Financiën omvat alle aspecten van de voorgenomen verrichting. Naast de wettelijkheid, de beschikbaarheid van de kredieten, de conformiteit met eerder genomen algemene regeringsbeslissingen, onderzoekt de Inspecteur in het bijzonder de opportuniteit van de verrichting, de doeltreffendheid van de in aanmerking genomen middelen, het voorhanden zijn van alternatieve oplossingen, de juistheid van de rechtstreekse of onrechtstreekse kosten die onmiddellijk of op langere termijn verbonden zijn aan het voorstel.

De controle gebeurt in de vorm van een schriftelijk en gemotiveerd advies dat moet worden afgesloten met een gunstige of ongunstige beoordeling. Het ongunstige advies heeft voor gevolg dat ofwel van het voorstel wordt afgezien ofwel de ordonnateur gebruik maakt van de hem toegestane mogelijkheid om in beroep te gaan bij de in artikelen 5 en 7 bedoelde Ministers. Uit de praktijk blijkt dat dergelijk beroep zelden wordt uitgeoefend.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedwaardige
en zeer getrouwe dienaars,

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,

H. VAN ROMPUY

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,

J. VANDE LANOTTE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, le 25 novembre 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « relatif au contrôle administratif et budgétaire », a donné le 21 mars 1994 l'avis suivant :

Examen du projet

Préambule

1. Puisque l'arrêté en projet se fonde sur l'article 46 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, la référence à la Constitution est inutile. L'alinéa 1^{er} doit donc être omis.

2. A l'alinéa 2, on écrira conformément à l'usage :

« Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 46; ».

Dispositif

Observation générale

Conformément à l'usage, le groupement des articles se fait en chapitres. On remplacera donc les six sections par six chapitres. Par ailleurs, il est rappelé qu'il faut écrire « Chapitre premier » dans le texte français.

Article 1^{er}

Le texte néerlandais de l'alinéa 1^{er} serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3

1. Dans le texte néerlandais de l'alinéa 1^{er}, troisième ligne, le mot « régulièrement » devrait être remplacé par le mot « geregeld ».

2. Le texte néerlandais de l'alinéa 2 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4

L'article 3 ne comportant que deux alinéas, on remplacera les mots « article 3, § 2 » par les mots « article 3, alinéa 2 ».

Par ailleurs, le texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5

Le texte néerlandais de cet article serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6

Après le mot « Etat », il convient d'ajouter les mots « ... coordonnées le 17 juillet 1991 ».

Article 7

1. Dans la phrase introductive, il faut écrire : « ... les avant-projets de loi, les projets d'arrêté royal et d'arrêté ministériel ».

2. Comme pour l'article 5, mieux vaut utiliser les subdivisions 1^o, 2^o et 3^o.

Le point 3 (devenant 3^o) contient une phrase incidente qui doit faire l'objet d'un alinéa 2. Celui-ci commencera comme suit : « Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 3^o, ... ».

Article 8

L'article serait mieux rédigé comme suit : « Art. 8. Lorsque les avant-projets et projets visés aux articles 5 et 7 n'ont pas reçu l'accord du ministre qui a le budget dans ses attributions ou du ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, ils peuvent... (la suite comme au projet) ».

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 25 november 1993 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende de administratieve en begrotingscontrole », heeft op 21 maart 1994 het volgend advies gegeven :

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

1. Aangezien het ontworpen besluit steunt op artikel 46 van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, is het niet nodig te verwijzen naar de Grondwet. Het eerste lid moet dan ook vervallen.

2. Overeenkomstig het gebruik schrijve men in het tweede lid :

« Gelet op de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 46; ».

Bepalend gedeelte

Algemene opmerking

Het is gebruikelijk de artikelen onder te brengen in hoofdstukken. De zes afdelingen moeten dan ook door zes hoofdstukken worden vervangen. Bovendien schrijve men in de Franse tekst « Chapitre premier ».

Artikel 1

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren : « De bevoegdheden van... bedoeld in artikel 46 van... en door de ministers tot wier bevoegdheid de begroting en het algemeen bestuur behoren ».

Artikel 2.

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren : « De minister van financiën en de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, stellen... ».

Artikel 3

1. In het eerste lid, derde regel, vervange men het woord « regelmatig » door het woord « geregeld ».

2. In het tweede lid schrijve men : « De Ministerraad... en de van het Parlement uitgaande amendementen, waarvan... ».

Artikel 4

Aangezien artikel 3 slechts twee leden bevat, moeten de woorden « artikel 3, § 2 » worden vervangen door de woorden « artikel 3, tweede lid ».

Bovendien zou het beter zijn aan het slot te schrijven : « ... amendementen uitgaande van de Regering of van het Parlement, uitgezend door de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort ».

Artikel 5

Het zou beter zijn te schrijven : « Aan de voorafgaande akkoordbevinding van de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, worden voorgelegd... (voorts zoals in het ontwerp) ».

Artikel 6

Het zou beter zijn te schrijven : « De ontwerpen van beslissing van de Ministerraad bedoeld in de artikelen 40 en 44 van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, die ertoe strekken... worden door de minister tot... ».

Artikel 7

1. In de inleidende volzin schrijve men : « Aan de akkoordbevinding van de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort worden voorgelegd, de voorontwerpen van wet, de ontwerpen van koninklijk besluit en ministerieel besluit die ertoe strekken : ».

2. Het is beter het artikel in te delen in 1^o, 2^o en 3^o, zoals in artikel 5.

Het punt 3 (dat 3^o wordt) bevat een tussenzin die een afzonderlijk tweede lid moet worden. Dat lid zou als volgt moeten worden geredigeerd : « In het geval bedoeld in het eerste lid, 3^o, is de akkoordbevinding van de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, enkel vereist wanneer ze wordt voorgeschreven door wets- of verordeningsbepalingen ».

Artikel 8

Het artikel zou beter als volgt worden gesteld : « Art. 8. Wanneer de in de artikelen 5 en 7 bedoelde voorontwerpen en ontwerpen de akkoordbevinding van de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort of van de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort niet hebben gekregen, kunnen zij door de betrokken minister aan de Ministerraad worden voorgelegd ».

Article 9

Le texte néerlandais de cet article serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12

Pour assurer une meilleure concordance avec le texte français, le mot «*aanbevelingen*» devrait être remplacé dans le texte néerlandais par le mot «*advies*».

Article 13

Le texte néerlandais de cet article serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 14

Le texte néerlandais du § 1^{er}, b), et du 2^o serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 15

1. Dans la phrase introductive du § 1^{er}, mieux vaut remplacer les mots «*Sans préjudice*» par les mots «*Sous réserve*».

2. Le § 1^{er}, 3^o, c), comporte deux phrases incidentes. Il convient d'en faire deux alinéas placés sous le 5^o.

3. Le texte néerlandais du § 1^{er}, 4^o, b), serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

4. S'il se conçoit que le Roi puisse abandonner au ministre qui a le budget dans ses attributions et au ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, le pouvoir de décider dans quels cas, l'avis favorable de l'inspecteur des Finances dispense de leur accord préalable puisqu'il s'agit, en cette hypothèse, de permettre à l'inspection des Finances, d'«*assister*» lesdits ministres, comme le prévoit l'article 46, alinéa 1^{er}, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991 — tel est l'objet de l'article 9 de l'arrêté en projet — en revanche, il ne paraît pas conforme à l'article 46 précité de permettre, comme le fait l'article 15, § 2, du projet, qu'un accord entre deux ministres élargisse les cas de dérogations déterminées au § 1^{er} de la même disposition de l'arrêté royal, sauf à décrire dans le dispositif du projet lui-même, les hypothèses particulières dans lesquelles un tel accord pourrait intervenir, en vue de soustraire certaines mesures à la fois au contrôle ministériel et à celui de l'inspection des Finances.

Article 16

Le texte néerlandais de l'alinéa 1^{er} serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 17

1. Le texte néerlandais du § 1^{er} serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le texte néerlandais du § 2, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Au § 2, alinéa 2, il faut remplacer les mots «*alinéa 2*» par les mots «*alinéa 1^{er}*». Par ailleurs, le texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Le texte néerlandais du § 3 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 18

Dans le texte néerlandais, le mot «*onderhavig*» devrait être remplacé par le mot «*dit*».

Article 21

L'article pourrait être rédigé plus simplement comme suit : «*Art. 21. Lorsqu'un ministre soumet... ou au ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, il y joint chaque fois l'avis de l'inspecteur des Finances*».

Artikel 9

Het zou beter zijn dat artikel als volgt te redigen : «*Art. 9. De minister tot... en de minister tot... vrijstelt van hun voorafgaande akkoordbevinding*».

Artikel 12

Terwille van de overeenstemming met de Franse tekst vervange men het woord «*aanbevelingen*» door het woord «*advies*».

Artikel 13

Men schrijve : «*De inspecteurs van Financiën oefenen eveneens een controlebevoegdheid uit in naam van de ministers tot wier bevoegdheden, naargelang van het geval, de begroting en het algemeen bestuur behoren*».

Artikel 14

Men schrijve in 1^o, b) : «*...de ministers tot wier bevoegdheden...*», en in 2^o : «*... een financiële weerslag kan hebben en die welke op...*».

Artikel 15

1. In de inleidende zin van § 1 zou het beter zijn het woord «*Onverminderd*» te vervangen door de woorden «*Onder voorbehoud van*».

2. § 1, 3^o, c), bevat twee tussenzinnen. Het verdient aanbeveling er twee aparte leden van te maken, die na 5^o komen.

3. In § 1, 4^o, b), vervange men het woord «*beneden*» door de woorden «*lager zijn dan*».

4. Het is enerzijds goed denkbaar dat de Koning aan de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort en aan de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort de bevoegdheid kan verlenen te oordelen in welke gevallen het gunstig advies van de inspecteur van Financiën vrijstelt van hun voorafgaande akkoordbevinding aangezien het in die veronderstelling de bedoeling is de inspectie van Financiën de voornoemde ministers te laten «*bijstaan*», zoals bepaald wordt in artikel 46, eerste lid, van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991; dat is de strekking van artikel 9 van het ontworpen besluit. Anderzijds lijkt het niet in overeenstemming met bedoeld artikel 46 om toe te staan, zoals door artikel 15, § 2, van het ontwerp wordt gedaan, dat beide ministers in onderling overleg de in § 1 van hetzelfde artikel van dit koninklijk besluit bepaalde afwijking uitbreiden, behoudens als het dispositief van het ontwerp zelf de bijzondere voorwaarden zou bepalen waaronder beide ministers in onderling overleg bepaalde maatregelen zouden kunnen onttrekken aan zowel de ministeriële controle als die van de inspectie van Financiën.

Artikel 16

In het eerste lid schrijve men : «*... en met de ministeriële beslissingen indien het voorstellen van het bestuur betreft*».

Artikel 17

1. Het zou beter zijn § 1 als volgt te redigeren : «*§ 1. Wanneer de betrokken minister zich niet kan aansluiten bij een ongunstig advies van een inspecteur van Financiën over een van de voorstellen bedoeld in artikel 14, 2^o en 3^o, maakt hij het voorstel, naargelang van het geval, aanhangig bij de minister tot wiens bevoegdheid de begroting of het algemeen bestuur behoort*».

2. Het zou beter zijn de tweede zin van § 2, eerste lid, als volgt te stellen : «*Heeft de minister zich binnen de voormelde termijn niet uitgesproken, dan wordt hij geacht zich akkoord te verklaren met het voorstel*».

3. Het zou beter zijn het tweede lid van § 2 als volgt te stellen : «*Bij een met redenen omklede beslissing waarvan aan de betrokken minister kennis wordt gegeven, kan de in het eerste lid bedoelde termijn met ten hoogste tien dagen worden verlengd*».

4. Het zou beter zijn § 3 als volgt te stellen : «*§ 3. Indien de minister, bij wie het voorstel aanhangig werd gemaakt, zich niet akkoord kan verklaren met het voorstel, kan de betrokken minister het aan de Ministerraad voorleggen*».

Artikel 18

In fine vervange men het woord «*onderhavig*» door het woord «*dit*».

Artikel 21

Het artikel zou eenvoudiger kunnen worden geredigeerd als volgt : «*Art. 21. Indien een minister een van de voorstellen bedoeld in dit besluit voorlegt aan de Ministerraad, aan de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort of aan de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, voegt hij daar telkens het advies van de inspecteur van Financiën bij*».

Article 22

Le texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 23

Il y a lieu de viser les modifications subies par le texte à abroger; on ajoutera donc après le mot « budgétaire », les mots : « modifié par l'arrêté royal du 24 mai 1976 ».

La chambre était composée de :

MM. :

J.-J. Stryckmans, président de chambre;

Y. Boucquey,

Y. Kreins, conseillers d'Etat;

J. De Gavre,

P. Gothot, assesseurs de la section de législation;

Mme J. Gielissen, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. Debroux, référendaire adjoint.

Le Greffier,

J. Gielissen.

Le Président,
J.-J. Stryckmans.

16 NOVEMBRE 1994. — Arrêté royal
relatif au contrôle administratif et budgétaire

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 46;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre du Budget, de Notre Ministre de la Fonction publique, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les compétences du Comité ministériel du budget, visé à l'article 46 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, sont exercées par le Conseil des Ministres et par les Ministres qui ont le budget et l'administration générale dans leurs attributions.

Ils sont assistés par les Inspecteurs des Finances.

CHAPITRE 1^{er}. — Le Conseil des Ministres

Art. 2. Le Conseil des Ministres décide les mesures indispensables à la confection du budget.

Le Ministre des Finances et le Ministre qui a le budget dans ses attributions élaborent les avant-projets de loi budgétaire et les amendements d'initiative gouvernementale à ces projets.

Art. 3. Le Conseil des Ministres surveille l'exécution du budget. A cet effet, le Ministre des Finances et le Ministre qui a le budget dans ses attributions informent régulièrement le Conseil des Ministres sur la situation financière et budgétaire et les perspectives concernant l'exécution du budget.

Le Conseil des Ministres détermine l'attitude du gouvernement à l'égard des propositions de loi et des amendements d'initiative parlementaire dont l'adoption serait de nature à avoir une incidence, soit sur les recettes, soit sur les dépenses.

Art. 4. En cas d'urgence, les compétences du Conseil des Ministres visées à l'article 2 ainsi qu'à l'article 3, alinéa 2 et relatives aux propositions de loi et aux amendements d'initiative gouvernementale et d'initiative parlementaire, sont exercées par le Ministre qui a le budget dans ses attributions.

Artikel 22

Het zou beter zijn het artikel als volgt te redigeren : « Art. 22. Elk koninklijk of ministerieel besluit vermeldt in de aanhef, met opgave van de datum, het advies van de inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van de Ministerraad of van de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort en van de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

In geval van toepassing van artikel 9, vermeldt het de beslissing van de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort of van de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort ».

Artikel 23

Alle wijzigingen die zijn aangebracht in de op te heffen tekst moeten worden vermeld; op het woord « begrotingscontrole » moeten dan ook de woorden « gewijzigd bij koninklijk besluit van 24 mei 1976 » volgen.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

J.-J. Stryckmans, kamervoorzitter;

Y. Boucquey,

Y. Kreins, staatsraden;

J. De Gavre,

P. Gothot, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. J. Gielissen, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. Stryckmans.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegevoegd door Mevr. C. Debroux, adjunct-referendaris.

De Griffier,

J. Gielissen.

De Voorzitter,
J.-J. Stryckmans.

16 NOVEMBER 1994. — Koninklijk besluit
betreffende de administratieve en begrotingscontrole

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 46;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Begroting, Onze Minister van Ambtenarenzaken, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bevoegdheden van het ministerieel comité voor begroting bedoeld in artikel 46 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, worden uitgeoefend door de Ministerraad en door de Ministers tot wier bevoegdheid de begroting en het algemeen bestuur behoren.

Zij worden bijgestaan door de Inspecteurs van Financiën.

HOOFDSTUK I. — De Ministerraad

Art. 2. De Ministerraad beslist over de maatregelen, noodzakelijk voor het opstellen van de begroting.

De Minister van Financiën en de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, stellen de voorontwerpen van begrotingswet op en de amendementen van de Regering bij deze ontwerpen.

Art. 3. De Ministerraad houdt toezicht op de uitvoering van de begroting. Daartoe lichten de Minister van Financiën en de Minister bevoegd voor de begroting geregeld de Ministerraad in over de financiële en budgettaire toestand en over de vooruitzichten inzake de uitvoering van de begroting.

De Ministerraad bepaalt de houding van de Regering ten opzichte van de wetsvoorstellen en de van het Parlement uitgaande amendementen, waarvan de aanneming een weerslag zou kunnen hebben, hetzij op de ontvangsten, hetzij op de uitgaven.

Art. 4. In dringende gevallen wordt de bevoegdheid van de Ministerraad waarvan sprake in artikel 2, alsmede in artikel 3, tweede lid, die betrekking heeft op de wetsvoorstellen en op de amendementen uitgaande van de Regering of van het Parlement, uitgeoefend door de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort.

CHAPITRE II

Le Ministre qui a le budget dans ses attributions

Art. 5. Sont soumis à l'accord préalable du Ministre qui a le budget dans ses attributions les avant-projets de loi, les projets d'arrêté royal et d'arrêté ministériel, de circulaire ou de décision :

- 1° pour lesquels les crédits sont insuffisants ou inexistant;
- 2° qui sont directement ou indirectement de nature à influencer les recettes ou à entraîner des dépenses nouvelles.

Art. 6. Les projets de délibération du Conseil des Ministres visés aux articles 40 et 44 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, tendant à autoriser le contrôleur des engagements à viser les dépenses au-delà du montant des crédits votés ou à requérir l'octroi d'un visa provisoire par la Cour des Comptes, sont soumis au Conseil des Ministres par le Ministre qui a le budget dans ses attributions.

CHAPITRE III

Le Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions

Art. 7. Sont soumis à l'accord du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions les avant-projets de loi, les projets d'arrêté royal et d'arrêté ministériel qui ont pour objet :

- 1° la fixation ou la modification des cadres des départements ministériels et des autres services et corps spéciaux de l'Etat;
- 2° la fixation ou la modification du statut pécuniaire du personnel et des échelles de traitements des grades des mêmes départements, services et corps spéciaux;
- 3° la fixation ou la modification de dispositions statutaires pour le personnel des mêmes départements, services et corps spéciaux.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 3°, l'accord du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions n'est requis que lorsqu'il est prescrit par des dispositions légales ou réglementaires.

CHAPITRE IV

Dispositions communes aux chapitres II et III

Art. 8. Lorsque les avant-projets et projets visés aux articles 5 et 7 n'ont pas reçu l'accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions ou du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, ils peuvent être soumis au Conseil des Ministres par le Ministre intéressé.

Art. 9. Le Ministre qui a le budget dans ses attributions et le Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions peuvent décider, chacun en ce qui le concerne, pour des matières déterminées, que l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances dispense de leur accord préalable.

CHAPITRE V. — *Les Inspecteurs des Finances*

Art. 10. Les Inspecteurs des Finances assument la fonction de conseiller budgétaire et financier du Ministre auprès duquel ils sont accrédités.

Art. 11. Les Inspecteurs des Finances adressent au Ministre auprès duquel ils sont accrédités toutes suggestions susceptibles d'accroître l'efficacité et l'efficacité des moyens engagés, d'améliorer le fonctionnement des services du département et de réaliser des économies.

Art. 12. Les Inspecteurs des Finances donnent leur avis sur toutes les questions soumises à leur examen par le Ministre auprès duquel ils sont accrédités. Ils peuvent notamment être chargés par lui d'accomplir des investigations auprès des organismes publics ou privés, subventionnés par l'Etat.

Art. 13. Les Inspecteurs des Finances assument également une mission de contrôle au nom des Ministres qui, suivant le cas, ont le budget ou l'administration générale dans leurs attributions.

Art. 14. Sont soumis, pour avis préalable, aux Inspecteurs des Finances :

- 1° les avant-projets de loi, les projets d'arrêté royal et d'arrêté ministériel, de circulaire ou de décision :
 - a) qui sont soumis au Conseil des Ministres;
 - b) qui sont soumis aux Ministres qui ont le budget ou l'administration générale dans leurs attributions;
- 2° les propositions dont la réalisation est de nature à entraîner une répercussion financière directe ou indirecte, ainsi que celles qui sont relatives à l'organisation administrative des services;
- 3° les propositions relatives à l'octroi de la garantie de l'Etat.

HOOFDSTUK II

De Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort

Art. 5. Aan de voorafgaande akkoordbevinding van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort worden voorgelegd de voorontwerpen van wet, de ontwerpen van koninklijk besluit en ministerieel besluit, van omzendbrief of van beslissing :

- 1° waarvoor geen of onvoldoende kredieten bestaan;
- 2° waardoor, rechtstreeks of onrechtstreeks, de ontvangsten kunnen worden beïnvloed, of nieuwe uitgaven kunnen ontstaan.

Art. 6. De ontwerpen van beslissing van de Ministerraad bedoeld in de artikelen 40 en 44 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, die ertoe strekken de controleur van de vastleggingen te machtigen om uitgaven boven het bedrag der toegestane kredieten te viseren of om van het Rekenhof een voorlopig visum te vorderen, worden door de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort aan de Ministerraad voorgelegd.

HOOFDSTUK III

De Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort

Art. 7. Aan de akkoordbevinding van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort worden voorgelegd, de voorontwerpen van wet, de ontwerpen van koninklijk besluit en ministerieel besluit die ertoe strekken :

- 1° de personeelsformaties van de ministeriële departementen en van de andere diensten en de bijzondere korpsen van de Staat vast te stellen of te wijzigen;
- 2° de bezoldigingsregeling van het personeel en de weddeschalen van de graden van die departementen, diensten en korpsen vast te stellen of te wijzigen;
- 3° statutaire bepalingen voor het personeel van die departementen, diensten en korpsen vast te stellen of te wijzigen.

In het geval bedoeld in het eerste lid, 3°, is de akkoordbevinding van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, enkel vereist wanneer ze wordt voorgeschreven door wets- of verordeningsbepalingen.

HOOFDSTUK IV

Gemeenschappelijke bepalingen aan de hoofdstukken II en III

Art. 8. Wanneer de in de artikelen 5 en 7 bedoelde voorontwerpen en ontwerpen de akkoordbevinding van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort of van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort niet hebben gekregen, kunnen zij door de betrokken Minister aan de Ministerraad worden voorgelegd.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, kunnen, ieder wat hem betreft, voor bepaalde aangelegenheden beslissen dat het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën vrijstelt van hun voorafgaande akkoordbevinding.

HOOFDSTUK V. — *De Inspecteurs van Financiën*

Art. 10. De Inspecteurs van Financiën vervullen de functie van budgettaire en financiële raadgever van de Minister bij wie zij geaccrediteerd zijn.

Art. 11. De Inspecteurs van Financiën verstrekken aan de Minister bij wie zij geaccrediteerd zijn, alle aanbevelingen die de doeltreffendheid en de doelmatigheid van de ingezette middelen kunnen verhogen, de werking van de diensten van het departement kunnen verbeteren en besparingen kunnen verwezenlijken.

Art. 12. De Inspecteurs van Financiën brengen advies uit over al de aangelegenheden die hun worden voorgelegd door de Minister bij wie zij geaccrediteerd zijn. Zij kunnen inzonderheid door hem belast worden met onderzoeken bij de door de Staat gesubsidieerde openbare of particuliere instellingen.

Art. 13. De Inspecteurs van Financiën oefenen eveneens een controlebevoegdheid uit in naam van de Ministers tot wier bevoegdheden, naargelang van het geval, de begroting en het algemeen bestuur behoren.

Art. 14. Aan de Inspecteurs van Financiën worden voor voorafgaand advies voorgelegd :

- 1° de voorontwerpen van wet, de ontwerpen van koninklijk en van ministerieel besluit, van omzendbrief of van beslissing :
 - a) die aan de Ministerraad worden voorgelegd;
 - b) die aan de Ministers tot wier bevoegdheden de begroting en het algemeen bestuur behoren worden voorgelegd;
- 2° de voorstellen waarvan de verwezenlijking rechtstreeks of onrechtstreeks een financiële weerslag kan hebben en die welke op de administratieve inrichting van de diensten betrekking hebben;
- 3° de voorstellen die betrekking hebben op het verlenen van de Staatswaarborg.

Art. 15. § 1^{er}. Sous réserve des dispositions de l'article 14, 2^o, l'avis de l'Inspecteur des Finances n'est pas requis pour :

1^o des dépenses de personnel, pour autant qu'il s'agisse de l'application du statut pécuniaire et administratif existant et de la carrière;

2^o des missions en Belgique et à l'étranger;

3^o des marchés publics pour entreprises de travaux, de fournitures et de services, pour autant que la dépense n'excède pas :

a) 10 000 000 F, pour l'adjudication publique et l'appel d'offres général;

b) 5 000 000 F, pour l'adjudication restreinte et l'appel d'offres restreint;

c) 1 250 000 F, pour la procédure de gré à gré et la procédure négociée;

4^o des subventions :

a) qui sont accordées conformément à des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant;

b) dont les bénéficiaires sont nommément mentionnés au budget et qui sont inférieures à 1 000 000 F;

c) autres, dont le montant est inférieur à 125 000 F.

5^o d'autres dépenses régies par des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant.

Dans les cas qu'il justifie, l'Inspecteur des Finances peut néanmoins réclamer, pour avis, les propositions de marchés publics inférieures à ces montants.

Les engagements contractés lui seront communiqués mensuellement.

§ 2. De commun accord entre le Ministre intéressé et le Ministre qui a le budget dans ses attributions, les montants prévus au § 1^{er} peuvent être adaptés.

§ 3. Les Inspecteurs des Finances conservent leur compétence consultative en ce qui concerne la consommation générale des crédits relatifs aux dépenses visées aux §§ 1^{er} et 2.

Art. 16. Dans l'exercice de leurs fonctions, les Inspecteurs des Finances examinent notamment si les propositions sont conformes aux décisions du Conseil des Ministres et aux décisions ministérielles; s'il s'agit de propositions de l'administration.

Les observations de la Cour des Comptes sont communiquées aux Inspecteurs des Finances.

Art. 17. § 1^{er}. Lorsque le Ministre intéressé ne peut se rallier à un avis défavorable émis par un Inspecteur des Finances sur une des propositions visées à l'article 14, 2^o et 3^o, il saisit de la proposition, suivant le cas, le Ministre qui a le budget ou l'administration générale dans ses attributions.

§ 2. Le Ministre saisi de la proposition dispose d'un délai de 20 jours calendrier à compter de la réception de la demande pour se prononcer sur la proposition. Si le Ministre ne s'est pas prononcé dans le délai précité, il est censé donner son accord sur la proposition.

Par une décision motivée signifiée au Ministre intéressé, le délai visé à l'alinéa 1^{er} peut être prolongé de maximum 10 jours.

§ 3. Si le Ministre saisi de la proposition ne peut donner son accord sur la proposition, le Ministre intéressé peut la soumettre au Conseil des Ministres.

Art. 18. Les Inspecteurs des Finances sont à la disposition du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions pour concourir à l'exécution de l'arrêté royal du 30 mars 1939 portant création d'un service d'administration générale, et de l'article 7 du présent arrêté.

Art. 19. Le Ministre qui a le budget dans ses attributions met les Inspecteurs des Finances à la disposition de ses collègues.

Ils exercent leur mission au nom du Ministre du département auprès duquel ils sont accrédités. Dans les cas d'urgence, celui-ci peut réclamer communication de leur avis dans un délai qu'il détermine.

Art. 20. Les Inspecteurs des Finances accomplissent leur mission sur pièces et sur place. Ils ont accès à tous les dossiers et à toutes les archives du département et reçoivent des services tous les renseignements qu'ils demandent.

Ils ne peuvent ni participer à la direction ou à la gestion des services du Ministre auprès duquel ils sont accrédités, ni donner d'ordres tendant à empêcher ou à suspendre des opérations.

Art. 15. § 1. Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 14, 2^o, is het advies van de Inspecteur van Financiën niet vereist voor :

1^o personeelsuitgaven, voor zover het gaat om de toepassing van het bestaand geldelijk en administratief statuut en de loopbaan;

2^o zendingen in België en in het buitenland;

3^o overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten voor zover de uitgave de hiernavolgende bedragen niet overschrijdt :

a) 10 000 000 F, voor de openbare aanbesteding en de algemene offerteaanvraag;

b) 5 000 000 F, voor de beperkte aanbesteding en de beperkte offerteaanvraag;

c) 1 250 000 F, voor de onderhandse procedure en de onderhandelingsprocedure.

4^o toelagen :

a) die toegekend zijn overeenkomstig organieke regelen die de toekenningsvoorwaarden, de begunstigde en het bedrag ervan vaststellen;

b) waarvan de begunstigde bij name vermeld zijn in de begroting en lager zijn dan 1 000 000 F;

c) andere, waarvan het bedrag lager is dan 125 000 F.

5^o andere uitgaven onderworpen aan organieke regelen die de toekenningsvoorwaarden, de begunstigde en het bedrag ervan vaststellen.

De Inspecteur van Financiën kan niettemin de voorstellen tot overheidsopdrachten beneden deze bedragen toch voor advies opvragen in de door hem gemotiveerde gevallen.

De aangegane verbintenissen worden maandelijks aan hem medegedeeld.

§ 2. Na gemeenschappelijk overleg tussen de betrokken Minister en de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, kunnen de bedragen, bepaald in § 1, gewijzigd worden.

§ 3. De Inspecteurs van Financiën behouden hun raadgevende bevoegdheid inzake de algemene aanwending van de kredieten voor de uitgaven bedoeld in §§ 1 en 2.

Art. 16. In de uitoefening van hun functie onderzoeken de Inspecteurs van Financiën vooral of de voorstellen overeenkomen met de beslissingen van de Ministerraad en met de ministeriële beslissingen indien het voorstellen van het bestuur betreft.

De opmerkingen van het Rekenhof worden aan de Inspecteurs van Financiën medegedeeld.

Art. 17. § 1. Wanneer de betrokken Minister zich niet kan aansluiten bij een ongunstig advies van een Inspecteur van Financiën over een van de voorstellen bedoeld in artikel 14, 2^o en 3^o, maakt hij het voorstel, naargelang van het geval, aanhangig bij de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting of het algemeen bestuur behoort.

§ 2. De Minister bij wie het voorstel aanhangig werd gemaakt beschikt over een termijn van 20 kalenderdagen na ontvangst om zich over het voorstel uit te spreken. Heeft de Minister zich binnen de voormelde termijn niet uitgesproken, dan wordt hij geacht zich akkoord te verklaren met het voorstel.

Bij een met redenen omklede beslissing waarvan aan de betrokken minister kennis wordt gegeven, kan de in het eerste lid bedoelde termijn met ten hoogste tien dagen worden verlengd.

§ 3. Indien de Minister, bij wie het voorstel aanhangig werd gemaakt, zich niet akkoord kan verklaren met het voorstel, kan de betrokken Minister het aan de Ministerraad voorleggen.

Art. 18. De Inspecteurs van Financiën staan ter beschikking van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort om mee te werken aan de uitvoering van het koninklijk besluit van 30 maart 1939 tot instelling van een dienst van algemeen bestuur en van artikel 7 van dit besluit.

Art. 19. De Inspecteurs van Financiën worden door de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort ter beschikking van zijn collega's gesteld.

Zij oefenen hun opdracht uit onder het rechtstreeks gezag van de Minister van het departement waarbij zij geaccrediteerd zijn. In dringende gevallen kan deze mededeling van hun advies vragen binnen een termijn die hij vaststelt.

Art. 20. De Inspecteurs van Financiën voeren hun opdracht uit op stukken en ter plaatse. Ze hebben toegang tot alle dossiers en alle archieven van het departement en ontvangen van de diensten alle inlichtingen die zij vragen.

Zij mogen niet deelnemen aan het beleid noch aan het beheer van de diensten van de Minister bij wie ze geaccrediteerd zijn en ook geen bevelen geven tot het verhinderen of schorsen van verrichtingen.

CHAPITRE VI. — Dispositions générales et finales

Art. 21. Lorsqu'un Ministre soumet une des propositions visées par le présent arrêté au Conseil des Ministres, au Ministre qui a le budget dans ses attributions ou au Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, il y joint chaque fois l'avis de l'Inspecteur des Finances.

Art. 22. Tout arrêté royal ou ministériel mentionne dans son préambule, avec l'indication de la date, l'avis de l'Inspecteur des Finances et l'accord du Conseil des Ministres ou du Ministre qui a le budget dans ses attributions et du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

En cas d'application de l'article 9, il mentionne la décision du Ministre qui a le budget dans ses attributions ou du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

Art. 23. L'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, modifié par l'arrêté royal du 24 mai 1976, est abrogé.

Art. 24. Nos Ministres et Notre Secrétaire d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 novembre 1994.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,

H. VAN ROMPUY

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

J. VANDE LANOTTE

HOOFDSTUK VI. — Algemene bepalingen en slotbepalingen

Art. 21. Indien een Minister een van de voorstellen bedoeld in dit besluit voorlegt aan de Ministerraad, aan de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort of aan de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, voegt hij daar telkens het advies van de Inspecteur van Financiën bij.

Art. 22. Elk koninklijk of ministerieel besluit vermeldt in de aanhef, met opgave van de datum, het advies van de Inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van de Ministerraad of van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort en van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

In geval van toepassing van artikel 9, vermeldt het de beslissing van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort of van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

Art. 23. Het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole, gewijzigd bij koninklijk besluit van 24 mei 1976, wordt opgeheven.

Art. 24. Onze Ministers en Onze Staatssecretaris zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 november 1994.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,

H. VAN ROMPUY

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,

J. VANDE LANOTTE

F. 95 — 82

3 JANVIER 1995. — Arrêté royal
modifiant l'AR/CIR 92 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, notamment les articles 167, alinéa 1er, 250, 300, § 1er, et 312;

Vu l'AR/CIR 92, notamment les articles 67, modifié par l'arrêté royal du 12 août 1994, 71, 90, §§ 1er et 3, alinéa 1er, et 140, modifié par l'arrêté royal du 12 août 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant :

— que les personnes morales sont tenues, à partir du 1er janvier 1995, d'effectuer des versements anticipés sur un nouveau compte courant postal du « Service des versements anticipés » afin de pouvoir opérer, à partir de l'année budgétaire 1995, une distinction claire entre les versements anticipés effectués, d'une part, par les personnes physiques et ceux effectués, d'autre part, par les personnes morales;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Code des impôts sur les revenus 1992, coordonné par arrêté royal du 10 avril 1992, *Moniteur belge* du 30 juillet 1992.

AR/CIR 92, arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, *Moniteur belge* du 13 septembre 1993.

Arrêté royal du 12 août 1994, *Moniteur belge* du 9 septembre 1994.

Arrêté royal du 12 août 1994, *Moniteur belge* du 10 septembre 1994.

Lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

Loi du 4 juillet 1989, *Moniteur belge* du 25 juillet 1989.

N. 95 — 82

3 JANUARI 1995. — Koninklijk besluit
tot wijziging van het KB/WIB 92 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, inzonderheid op de artikelen 167, eerste lid, 250, 300, § 1, en 312;

Gelet op het KB/WIB 92, inzonderheid op de artikelen 67, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1994, 71, 90, §§ 1 en 3, eerste lid, en 140, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1994;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende :

— dat de rechtspersonen, met ingang van 1 januari 1995, ertoe gehouden zijn de voorafbetalingen te storten op een nieuwe postrekening-courant van de « Dienst der Voorafbetalingen », om vanaf het begrotingsjaar 1995 een duidelijk onderscheid te kunnen maken tussen de voorafbetalingen verricht door natuurlijke personen, enerzijds, en rechtspersonen, anderzijds;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 10 april 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juli 1992.

KB/WIB 92, koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, *Belgisch Staatsblad* van 13 september 1993.

Koninklijk besluit van 12 augustus 1994, *Belgisch Staatsblad* van 9 september 1994.

Koninklijk besluit van 12 augustus 1994, *Belgisch Staatsblad* van 10 september 1994.

Wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.

Wet van 4 juli 1989, *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1989.